

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Alexia Gardin : Le travail à temps partiel : entre sécurité et flexibilité.

Isabelle Meyrat : Épilogue incertain de l'affaire *Baby-Loup* : l'obligation de neutralité dans une entreprise investie d'une mission d'intérêt général.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

La masse salariale pour le budget du comité d'entreprise : la « bénédiction » du compte 641.
TGI de Paris 17 septembre 2013 ; TGI de Nîmes 1^{er} juillet 2013 ; TGI de Bourg-en-Bresse 21 octobre 2013 – Note Laurent Milet (p.83)

Sur le contrat saisonnier et l'activité exercée « en toutes saisons ».

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 septembre 2013 – Note Patrice Adam (p.91)

Les *Conti* sur le front judiciaire : co-emploi, motif économique et reclassement.

Conseil de prud'hommes de Compiègne (Ind. – Dép.) 30 août 2013 – Note Nathalie Bizot (p.102)

Les organisations syndicales, vigies de la régularité de consultation des IRP : questions de recevabilité de l'action en justice.

Cour d'appel de Paris (P.6 – ch. 1) 23 septembre 2013 (deux esp.) – Note Dirk Baugard (p.123)

Droit syndical : appréciation des critères de représentativité et désignation du délégué syndical par un autre syndicat que celui qui a présenté le candidat aux élections.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2013 – Note Florence Canut (p.135)

Travail de nuit, travail du dimanche : l'organisation du temps de travail au prisme de l'affaire *Séphora*.

Cour d'appel de Paris (P.6 – ch. 1) 23 septembre 2013 – Note Julien Icard (p.139)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit de la protection sociale (troisième partie) par Laure Camaji, Anne-Sophie Ginon, Frédéric Guiomard et Lola Isidro.



FÉVRIER 2014

Doctrine :

Le travail à temps partiel : entre sécurité et flexibilité par **Alexia Gardin**, Professeure à l'Université de Lorraine, CERIT-IFG 64

Épilogue incertain de l'affaire *Baby-Loup* : l'obligation de neutralité dans une entreprise investie d'une mission d'intérêt général par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 73

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Port d'un signe religieux – Voile islamique – Employeur investi d'une mission d'intérêt général – Exigence de neutralité du personnel – Clause du règlement intérieur – Licéité (oui) – Non-respect – Licenciement pour faute grave (oui).

COUR D'APPEL DE PARIS (P.6- Ch. 9) 27 novembre 2013 79

Document :

Délégations de service public : accès du délégant aux données personnelles sur les salariés détenues par le délégataire. Réponse ministérielle 81

Jurisprudence :

COMITÉ D'ENTREPRISE – Subvention de fonctionnement – Calcul – Détermination de l'assiette (trois espèces) – Rémunération du personnel au sens du compte 641 du Plan comptable général (première et deuxième espèces) – Sommes portées sur la DADS (troisième espèce).

Première espèce : **TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (P. 1 – Ch. 4) 17 septembre 2013** 83

Deuxième espèce : **TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NÎMES (1^{ère} Ch. Civ.) 1^{er} juillet 2013** 84

Troisième espèce : **TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOURG-EN-BRESSE (Ch. Civ.) 21 octobre 2013** 85

Note **Laurent Milet**, Rédacteur en chef de la RPDS Professeur associé à l'Université de Paris-Sud 86

CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Contrat saisonnier – Caractérisation – Répétition cyclique liée au rythme des saisons ou des modes de vie collectifs – Croissement d'activité estival – Emploi saisonnier (oui) – Activité normale et habituelle de l'entreprise durant l'année – Caractère indifférent.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 septembre 2013 91

Note **Patrice Adam**, Professeur à l'Université de Lorraine 91

CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE – Remplacement de salariés absents – Présence quasi sans discontinuité durant 5 ans – Besoin structurel de main-d'œuvre – Requalification.

COUR D'APPEL D'AMIENS (5^{ème} Ch. Soc.) 14 mai 2013 94

Note **Jean Leborgne**, Elève-Avocat 98

CONTRAT DE TRAVAIL – 1° Qualification concurrente – Quasi-contrat de jeu – Exclusion – Prestation de candidats servant à fabriquer un programme audiovisuel à valeur économique – 2° Relation de travail – Caractérisation – Qualification des parties – Caractère indifférent – Conditions de fait.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 juin 2013 99

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 100

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Cause économique – 1° Sauvegarde de la compétitivité et difficultés économiques – Appréciation – Croissance soutenue et ininterrompue – Bénéfice corrigé des provisions sur restructurations – Ralentissement des ventes n'obérant pas une situation économique saine – Surcapacité de production non démontrée – 2° Obligation de reclassement – Reclassement au sein du groupe – Offres ne présentant pas un caractère ferme – Envoi de lettres circulaires imprécises – Caractère tardif – 3° Accord de maintien de l'emploi – Non respect.

CONTRAT DE TRAVAIL – Co-emploi – Rapport entre société-mère et filiale – Immixtion – Caractérisation – Communication externe – Cosignature des accords collectifs – Intervention constante dans les décisions de gestion.

| | |
|---|-----|
| CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE COMPIÈGNE (Industrie – Département) 30 août 2013 | 102 |
| Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres | 115 |
| SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation – CHSCT – Consultation – Contestation – 1° Syndicat – Recevabilité – 2° Obligation de sécurité de résultat – Défaut d'analyse des risques psycho-sociaux – Absence d'évaluation de l'impact sur les conditions de travail – Démarche participative insusceptible de se substituer à ladite évaluation – Incomplétude de l'information du CHSCT – Non-respect des engagements conventionnels – Suspension de la réorganisation. | |
| TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Référé) 18 septembre 2013 | 118 |
| Note Savine Bernard , Avocate au Barreau de Paris | 121 |
| SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Recevabilité – Fonctionnement du Comité d'entreprise – Irrégularité alléguée de la consultation (deux espèces) – Articulation des consultations entre Comité européen, Comité central et Comité d'établissement (première espèce) – Information incomplète (deuxième espèce). | |
| Première espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (P. 6 - Ch. 1) 23 septembre 2013 | 123 |
| Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (P. 6 - Ch. 1) 23 septembre 2013 | 124 |
| Note Dirk Baugard , Professeur à l'Université de Paris 8 Vincennes - Saint-Denis | 125 |
| SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentativité – 1° Activité du syndicat – Critères (L 2121-1, 4° à 7°) – Appréciation globale – Moment – 2° Désignation d'un délégué syndical – Choix du salarié – Salarié ayant obtenu au moins 10% sur une liste relevant d'une affiliation différente – Score présentant un caractère personnel. | |
| COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 novembre 2013 | 135 |
| Note Florence Canut , Professeur à l'Université Lyon-2 Lumière | 136 |
| TEMPS DE TRAVAIL – Non-respect des dispositions légales sur le travail dominical et le travail de nuit – Trouble manifestement illicite – Cessation de l'ouverture des magasins sous astreinte – 1° Travail dominical – Caractère suspensif du recours en annulation de l'autorisation – a) QPC – Rejet – b) Convention (oui) – 2° Travail de nuit – Condition – Continuité de l'activité économique – Nécessité (non) – Volontariat de salariés – Caractère indifférent. | |
| COUR D'APPEL DE PARIS (P. 6 – Ch. 1) 23 septembre 2013 | 139 |
| Note Julien Icard , Professeur à l'Université de Valenciennes, Membre du laboratoire Institut du Développement et de la Prospective (IDP, EA 1384) | 147 |
| Chroniques jurisprudentielles : | |
| DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE (troisième partie) par Laure Camaji , Maître de conférences à l'Université Paris-Sud - IUT de Sceaux, Anne-Sophie Ginon , Frédéric Guiomard , Maîtres de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre - La Défense (IRERP EAC CNRS) et Lola Isidro , Doctorante à l'IRERP, Université Paris-Ouest Nanterre-la Défense | |
| | 148 |
| SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Assurance maladie – Participation forfaitaire des assurés au coût d'un acte – Qualification – Affectation de ce prélèvement au financement d'un régime (non) – Travailleur transfrontalier – Application du règlement européen 1480/71 (non). | |
| COUR DE CASSATION (2^{ème} Ch. Civ.) 10 octobre 2013 | 148 |
| Note Anne-Sophie Ginon | 149 |
| CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Egalité de traitement – Respect – Prévoyance – Prise en charge patronale de la totalité de la cotisation – Avantage excluant les non-cadres – Justifications – Particularités des régimes de prévoyance – Objectif de solidarité – Egalité de traitement limitée à une même catégorie professionnelle. | |
| COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 mars 2013 | 149 |
| Note Laure Camaji | 155 |

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>